

Madame, Monsieur,

Veuillez trouver ci-dessous les réponses confidentielles de la société Alteo à la Consultation publique de la CRE relative à la mise à jour des tarifs d'utilisation des réseaux de transport de gaz de GRTgaz et TIGF au 1er avril 2015.

Plus globalement, Alteo soutient les propositions émises par l'Uniden et l'UIC sur ce sujet.

Question 1 : Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE d'appliquer un tarif identique aux PITTM de Fos et de Montoir sur le PITTM de Dunkerque ?

Cela semble raisonnable

Question 2 : Êtes-vous favorable aux propositions de la CRE concernant la tarification du point d'interconnexion d'Alveringem ?

Cela semble raisonnable.

Question 3 : Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE d'introduire un mécanisme plus souple de souscription de capacités aux PITTM ?

Oui

Question 4 : Êtes-vous favorable à la méthode proposée par la CRE pour fixer les tarifs aux PITS de GRTgaz et de TIGF ?

Pas d'avis

Question 5 : Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE, qui consiste à ajouter les recettes des enchères de capacités mensuelles et quotidiennes et les écarts entre redistribution et montant perçu par les GRT aux montants à reverser sur l'année suivante ?

Oui

Question 6 : Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE de reconduire, à partir du 1er octobre 2015, les modalités de redistribution pour les capacités annuelles et trimestrielles définies dans sa délibération du 18 juin 2014 et de les étendre au PIR Jura ?

Alteo est très opposée à une simple reconduction du mécanisme de redistribution relatif aux sur-revenus d'enchères lors de l'attribution des capacités annuelles et trimestrielles à la liaison Nord-Sud, et soutient vivement les propositions de l'UNIDEN sur le sujet. Nous demandons que soit reconsidéré et amendé par la CRE pour l'année gazière 2016 (à partir du 1^{er} Octobre 2015) le mécanisme de redistribution retenu (trop vite) pour la 1^{ère} application sur l'année gazière 2015 (à partir du 1^{er} Octobre 2014).

Ce mécanisme présente en effet, sous son apparence d'équité, de graves défauts :

1) Il ne tient pas compte de la différence fondamentale de pénalisation (induite par le coût très élevé en moyenne de la liaison Nord-Sud) entre d'une part les fournisseurs (tous soumis aux mêmes conditions de marché dans la Zone Sud, et qui peuvent tous répercuter plus ou moins totalement à leurs clients) et d'autre part les consommateurs industriels et en particulier les gazo-intensifs (qui sont soumis à compétitivité internationale, et *ne peuvent donc aucunement répercuter ces surcoûts –eux-- à leurs propres clients* – donc déclassent ainsi la compétitivité de leurs sites dans la zone Sud).

2) Par ailleurs ce mécanisme aboutit à des coûts nets de réservation de capacité ...négatifs (très!) pour certains opérateurs gaziers, et en outre exclusivement pour des fournisseurs historiques. Ce fait va à l'encontre du Code de Réseau CAM (Règlement n° 984/2013/CE) qui précise en son article 26 l'utilisation obligatoire d'un prix de réserve pour toutes les enchères (celui-ci étant le tarif régulé de la capacité en question). Dans l'esprit, si l'on doit juridiquement appliquer un prix plancher au départ d'un processus d'allocation, il va normalement sans dire qu'on doit pouvoir toujours constater en fin de processus le respect de ce prix plancher! En ce, le processus actuel est juridiquement fragile face à la législation européenne, et donc susceptible de rappels importants de trop-perçu si jamais il était maintenu tel quel et a posteriori débouté.

Alteo est donc favorable aux propositions de l'UNIDEN, que celle-ci a notamment rappelées dans sa réponse fin Août à la consultation publique de la CRE du 18 juillet 2014. Sans remettre en cause l'assiette des volumes bénéficiant de la redistribution (càd avec toujours maintien à l'écart des

volumes livrés par les capacités allouées en phase 1 aux gazo-intensifs), il est demandé d'amender le processus de redistribution pour respecter les principes suivants :

- Un plafonnement de reversement pour tous (suivant Code CAM)
- Mais un plafonnement transitoirement différencié (le temps de construction du dégoulottage Nord-Sud d'ici 2018-2019 – la pré-sélection du projet par la CE dans sa liste de PCIs justifiant la recevabilité transitoire de cette différenciation), à savoir :
 - o pour les volumes de consommation non gazo-intensifs de la zone « Grand Sud » : le coût net résultant (après redistribution) de la capacité Nord-Sud est limité à un plancher minimum un peu supérieur au tarif régulé (plancher fixé par la CRE)
 - o pour les volumes de consommation gazo-intensifs : après redistribution limitée comme ci-dessus aux non gazo-intensifs, le solde restant du sur-revenu est alors redistribué aux gazo-intensifs, avec pour eux également un plancher minimum du coût net résultant, cette fois fixé au niveau du tarif régulé *réduit* à leur intention (cf réduction de tarif Nord-Sud demandée par ailleurs, et rappelée en réponse 8 ci-dessous -- eu égard à la relative régularité de consommation des gazo-intensifs (cf critères imposés pour obtenir le statut)).

La solution proposée par l'UNIDEN présente en outre l'avantage de s'adapter, d'une façon considérablement plus équitable que le processus actuel, à des niveaux d'enchères éventuellement fluctuants sur les années « de transition » à venir (qui peuvent connaître des spreads à la hausse ou à la baisse), dans l'attente du dégoulottage Nord-Sud.

Question 7 : Etes-vous favorable à la proposition de la CRE, de fixer le tarif de ces capacités intra-journalières au niveau du tarif des capacités journalières rapporté au nombre d'heures restantes de la journée gazière ?

Oui.

Question 8 : Etes-vous favorable aux propositions de l'UNIDEN concernant les industriels gazo-intensifs ?

Alteo approuve sans réserve les différentes propositions de l'UNIDEN. Pour des questions évidentes de priorité, celles-ci sont majoritairement centrées actuellement autour de la sauvegarde des consommateurs gazo-intensifs de la zone Grand Sud. En effet, au-delà de phénomènes plus ou moins conjoncturels qui réduisent parfois le spread Nord-Sud, on ne doit pas oublier que celui-ci aura été en moyenne proche de 5 €/MWh sur les 12 mois passés, soit un surcoût de 20% pour les consommateurs de cette zone. La situation concurrentielle des industriels gazo-intensifs du sud de la France est très sérieusement mise à mal, et malheureusement pour probablement 5 ans!

Dans ces conditions, pour tenir compte du profil de consommation significativement plus régulier des consommateurs gazo-intensifs par rapport à la plupart des autres, nous approuvons sans réserve les demandes :

- o d'une réduction importante du tarif de transport Nord-Sud
- o d'une réduction importante du tarif d'acheminement aval (zones Nord comme Sud)
- o de l'attribution préférentielle des nouvelles capacités Nord-Sud identifiées (venant augmenter les 40 GWh/j déjà à disposition pour la phase 1 des allocations annuelles), ceci permettant alors un rattachement anticipé au PEG Nord des sites concernés (dans l'attente de la fusion en 2019)
- o d'un amendement du processus de redistribution du sur-revenu d'enchères, dans l'attente de la fusion (conformément à la réponse à la question 6 ci-dessus).

Tous les acteurs gaziers et analystes ont à présent compris que l'identification et la mise à disposition physique de nouvelles capacités Nord-Sud dans les mois et années à venir ...ne réduira pas pour autant le spread Nord-Sud, car c'est autant de GNL qui sera ainsi libéré vers l'Asie. Dans ces conditions, il est clair que ne pas tout faire pour attribuer préférentiellement ces nouvelles capacités aux consommateurs gazo-intensifs du Sud (à titre transitoire)

- o ...serait en quelque sorte jouer préférentiellement le jeu des opérateurs GNL
- o et en outre avec des surcoûts d'exploitation induits dans les tarifs régulés ...que paieraient finalement les consommateurs (et au fond pas les opérateurs GNL puisque ces fournisseurs répercutent...).

Question 9 : Etes-vous favorable à une mesure visant à étendre l'offre IAPC aux expéditeurs réservant plus de 10 GWh/j en contrepartie d'une interruptibilité liée à la disponibilité de la liaison Nord-Sud ?

Pas d'avis.

Question 10 : Etes-vous favorable à la modification de la référence (M+1 au lieu de J+1) servant au calcul des indicateurs portant sur les prévisions et les mesures des clients raccordés au réseau de transport, pour le périmètre de GRTgaz et TIGF ?

Pas d'avis

Question 11 : Considérez-vous que la qualité des quantités télérelevées aux points de livraison des consommateurs raccordés au réseau de transport et transmises aux expéditeurs le lendemain est satisfaisante chez GRTgaz ? Chez TIGF ? Etes-vous favorable à la modification de l'indicateur correspondant proposée par GRTgaz ?

Pas d'avis

Question 12 : Souhaitez-vous qu'un indicateur permettant de suivre la mise à jour régulière des cinq informations les plus importantes publiées sur SMART GRTgaz et Datagas soit créé ? Si oui, quelles informations devraient être suivies ?

Le contenu de SMART GRTgaz et Datagas est déjà appréciable, mais une marge de progrès est fortement souhaitable. Dans ce cadre, étudier en Concertation Gaz un ou des indicateurs d'amélioration de la qualité d'information mise à disposition est donc un bon objectif.

Devront être privilégiés des progrès sur :

- en priorité la pertinence de l'indicateur continu de déséquilibre journalier
- au-delà, il sera souhaitable d'améliorer la mise à disposition des informations suivantes (dont leur fréquence) relatives aux flux
 - d'entrée-sortie au niveau des interconnexions avec pays voisins
 - de GNL
 - de stockages.

Question 13 : Souhaitez-vous qu'un indicateur permettant de suivre les délais de publication des avis de réalisation et d'équilibrage soit mis en place ?

Oui. Nous sommes favorables à la mise en place d'un indicateur permettant de suivre les délais de publication des avis de réalisation et d'équilibrage. Cependant, cet indicateur ne devra pas mener à une compensation incitative spécifique -- un respect du délai de 13h étant tout simplement hautement souhaitable pour que les nominations de 14h soient pertinentes dans leur globalité.

Question 14 : Etes-vous favorable à la mise en place d'une incitation financière sur la disponibilité des capacités fermes et interruptibles à la liaison Nord-Sud ?

Oui. Nous sommes favorables à toute solution améliorant l'optimisation quotidienne de la disponibilité de la liaison Nord-Sud. L'idée d'inciter GRTgaz sur la disponibilité totale (ferme plus interruptible) au lieu d'inciter sur la capacité ferme va donc dans le bon sens. Ceci dit, nous rappelons que (cf réponse 8), au-delà de cette optimisation quotidienne, ces augmentations progressives de capacités Nord-Sud ne diminueront pas le spread moyen Nord-Sud ...puisque'il y aura autant de GNL ainsi libéré vers l'Asie -- ceci grevant par conséquent encore pendant 5 ans la compétitivité des sites industriels gazo-intensifs de la zone Sud. Il importe donc de, transitoirement (à l'instar de la disposition « dérogatoire et transitoire » proposée par la CRE en question 9), allouer de façon prioritaire toutes les nouvelles capacités Nord-Sud aux consommateurs gazo-intensifs de la zone Sud (donc également à titre transitoire et dérogatoire).

Question 15 : Etes-vous favorable à la création d'un indicateur permettant de suivre la qualité des interventions des GRT sur les marchés au titre de l'équilibrage ?

Oui. Nous sommes favorables à la proposition de la CRE de créer un tel indicateur de pertinence des interventions des GRT sur le marché.

Ceci dit, il reste donc à définir les termes « significativement proche », ou « s'écarte significativement ». Dans ce cadre, L'UIC :

- Propose de définir l'un et l'autre de ces 2 seuils en un nombre de fois le « petit ajustement » appliqué le jour J

- Approuve l'idée de ne pas prévoir d'incitation financière dans un premier temps et de faire déjà un REX en fin d'année 2015 au plus tard, l'objectif étant de mesurer d'ici-là la pertinence de la proposition par les GRT d'intervenir également en dehors des horaires actuels.

Question 16 : Avez-vous d'autres remarques?

/

Frédéric RAME

Président

T : +33 (0)4 42 65 48 96

M: +33 (0)6 07 56 83 81

F : +33 (0)4 42 12 63 13

frederic.rame@alteo-alumina.com



ALTEO
Route de Biver – Po Box 62
13541 Gardanne Cedex – France
www.alteo-alumina.com